



# Une stratégie de renaissance pour l'Afghanistan

Son excellence M. Omar SAMAD

Son excellence M. Omar Samad, ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan en France depuis un peu plus d'un an, est intervenu lors de l'assemblée générale du Comité d'études de défense nationale qui s'est tenue au sein de l'École militaire (Paris) le 15 juin 2010.

**T**out d'abord, permettez-moi de remercier l'Assemblée générale du Comité d'études de défense nationale pour cette invitation. Je dois vous dire que non seulement nous recevons votre revue, mais aussi nous recommandons à nos collègues de la lire, notamment les articles qui nous concernent... et nous apprécions beaucoup votre indépendance éditoriale qui contribue sûrement, et de façon positive, au débat français sur les questions de politiques de sécurité et de défense.

Les Afghans croient fermement qu'il est impératif de continuer à travailler ensemble et de renforcer ce large partenariat jusqu'à ce que nous ayons atteint quelques-uns de nos objectifs stratégiques, en tenant compte du temps que cela nécessite dans une situation partiellement de post-conflit, des affrontements en cours, des contraintes économiques qui affectent le monde entier, des faiblesses des institutions afghanes, de certains signes de fatigue et d'appréhension des sociétés occidentales, plus habituées à une résolution immédiate des problèmes et à des résultats rapides.

Je pense qu'il est indispensable de penser à une stratégie de sortie lorsque nous en serons arrivés à ce stade de nos travaux, quand la stabilité sera assurée, que les menaces régionales seront sous contrôle, et que le développement et la gouvernance seront durables.

Depuis 2009, la communauté internationale — et en particulier les États-Unis — s'est lancée dans une série de révisions stratégiques de ses engagements en Afghanistan ; aujourd'hui, elle est en train de mettre en place la stratégie civilo-militaire, annoncée en décembre dernier par le président Obama, comme faisant partie du « package » AF-PAK (Afghanistan-Pakistan).

## Vide stratégique

Je n'ai nul besoin de vous rappeler pourquoi la communauté internationale a une telle présence en Afghanistan après les événements tragiques du 11 septembre, mais je veux vous rappeler le fait qu'aux yeux de nombreux Afghans l'émergence d'*Al-Qaïda*, tout comme l'occupation d'une grande partie de l'Afghanistan par les *taliban* dans les années 90, aurait pu être évitée s'il n'y avait

pas eu un tel vide politique après le retrait des troupes soviétiques. La noble cause qui a uni les forces pour vaincre l'agression soviétique n'a pas été suivie d'une reconstruction politique et socio-économique.

En fait, l'abandon de l'Afghanistan a été, en partie, le résultat d'erreurs stratégiques et de réalignements régionaux qui se sont produits dans les années 80 ; une période qui a vu la montée de l'islam radical, tel qu'il se manifeste aujourd'hui sous ses différentes formes de menace.

De plus, lorsque nous avons eu une chance de démanteler ou de réformer l'infrastructure radicale, qui d'ailleurs continue de supplanter nos structures traditionnelles — que ce soit les *madrasas*, les sanctuaires, les camps d'entraînement ou les réseaux de financement — d'extrader les militants étrangers vers leurs pays d'origine pour une « rééducation », la communauté internationale est partie, rassurée par certains des acteurs régionaux que des milliers de Jihadistes armés et entraînés ne présentaient aucune menace et que cela pouvait être géré localement.

Après le 11 septembre, entre 2002 et 2006, pensant que les *taliban* ne représentaient plus une force, la guerre contre le terrorisme a été financée avec une vision étroite sans aucune stratégie visant à gagner la guerre ou à reconstruire l'Afghanistan. Bien peu de résultats en face des milliards de dollars versés pour le démantèlement de l'infrastructure radicale et des sanctuaires des zones tribales, qui d'ailleurs existent encore à ce jour. Et puis l'attention a été détournée par le conflit irakien. Ce sont tous ces facteurs qui ont permis la réémergence de l'insurrection telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Si j'insiste sur ce rappel historique c'est parce qu'alors que nous parlons de réconciliation et de théorie contre insurrectionnelle, il serait dramatique de répéter les mêmes bévues, sous la forme d'arguments et de théories irréalistes destinés à nous rassurer mais qui ne traiteraient pas les origines du problème et n'offriraient aucune solution réaliste.

## **Refaire l'Afghanistan**

Oui, comme nous l'avons vu ces derniers jours, nous avons un programme en cours de réintégration et de réconciliation, mais le peuple afghan connaît les limites pratiques de telles ouvertures ou les critères nécessaires pour accueillir ceux de ces Afghans qui ne sont pas disposés à se libérer des influences étrangères par amour de la paix. Par contre, la porte est maintenant ouverte à tous ceux qui renoncent à la violence et qui acceptent de vivre pacifiquement dans leur pays comme des citoyens respectueux des lois.

Les Afghans ne veulent pas du retour des règles oppressives pas plus que leur pays redevienne un sanctuaire du radicalisme ou du terrorisme. Et je crois que compte tenu des considérables sacrifices et investissements faits depuis 2002, les

ressortissants de vos pays n'accepteraient pas non plus une telle régression. Qui voudrait voir les filles à nouveau exclues de l'école, notre patrimoine réduit en pièces, la musique ou tout autre de nos traditions ancestrales bannies par des extrémistes manipulés ?

Revenant à l'actualité, l'année 2010 est considérée comme une année critique pour cette mission multilatérale alors que nous travaillons ensemble pour étendre l'autorité du gouvernement afghan dans des zones moins sûres, ouvrir la voie à une meilleure gouvernance et créer des activités de développement économique au niveau national et local.

Nous avons l'intention d'accueillir la conférence de Kaboul le mois prochain pour aborder les détails du financement et de l'efficacité de l'aide dans les zones définies lors de la conférence de Londres en janvier. Cette conférence sera suivie d'élections parlementaires en septembre, une étape importante dans le processus de développement démocratique, et le début d'un programme pour transférer les tâches et les responsabilités de sécurité aux forces afghanes au cas par cas et district par district.

Nous sommes encouragés par le fait que la mission de l'Otan sous commandement de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) est plus respectueuse du peuple et centrée sur la population, conséquence de la redéfinition de la doctrine de contre-insurrection plus adaptée aux conditions afghanes. Nous avons appris que non seulement les principes de contre-insurrection diffèrent de ceux de l'Iraq, mais aussi que nous devons bien affiner et ajuster nos tactiques aux besoins locaux. Marjah n'est pas Kandahar et Kandahar est différent de la *FOB* (base opérationnelle avancée) Salerno.

Ayant dit cela, nous sommes conscients qu'il est trop tôt pour évaluer le résultat de la stratégie mise en place en réponse à l'escalade récente, cependant, il y a des raisons de croire qu'un réajustement précis et constant est nécessaire pour assurer le succès en termes d'accomplissement d'objectifs superposés, qui devraient éventuellement poser les fondements d'une stratégie de sortie, réalisable et opportune ; mais non annoncée prématurément.

## **La mission et ses contraintes**

Nous avons appris que la mission n'est pas militaro-centrée, qu'elle ne consiste pas en des batailles dans les pauvres villages de pisé ou de raids nocturnes qui blessent des personnes innocentes. C'est, en revanche, un processus civilo-militaire, complet et nuancé, à base d'activités « cinétiques » et non cinétiques évolutives pour gagner la confiance de la population insatisfaite.

Elle concerne aussi les sanctuaires et d'autres éléments qui alimentent l'insurrection, parfois localisés hors de notre portée, nourrissant un monstre à deux

têtes, comme c'est le cas aujourd'hui des deux côtés de la division tribale, menaçant à la fois les citoyens et les États pakistanais et afghan.

Nos défis ne sont pas confinés à l'intérieur des limites de l'État-Nation non plus. Il faut examiner ce qui se passe autour de la division tribale entre l'Afghanistan et le Pakistan, ou bien quel chef d'insurrection est arrêté à Karachi, ou qui fournit la dernière version d'*IED*, engins explosifs improvisés, ou quel système *hawala* est utilisé en dehors de la région du Golfe pour financer les *madrasas* radicales, ou comment les mafias de la drogue croisent les réseaux du terrorisme, comment l'*Internet* est en train de jouer un rôle de recrutement ; toutes ces questions pertinentes, façonnent nos vies et devraient nous tenir en éveil.

### **Les sept piliers de la stratégie en Afghanistan**

Je propose les sept piliers, ou volets d'activités, suivants qui nécessitent recalibrage et ajustement comme faisant partie de la stratégie en cours.

1. Une plus grande démocratisation du processus grâce à la participation et à la consultation de chefs locaux et des représentants de communautés, à travers des mesures de confiance, la protection contre les représailles ou l'intimidation, le développement d'institutions crédibles, de qualification dans les domaines de justice/gouvernance, et la focalisation sur les programmes de développement économique, avec un accent particulier sur les emplois et la productivité.

2. Un renforcement de la synergie et de la coordination entre les donateurs et les parties prenantes, entre les Afghans et les donateurs internationaux, et entre les Afghans et notre gouvernement, afin d'intégrer les activités dans un plan plus cohérent et plus facile à mettre en œuvre. Bien sûr, le développement accéléré d'institutions de meilleure qualité, de l'armée, de la police, et autres, est la pierre angulaire d'un tel effort.

3. La promotion des partenariats public-privé pour encourager l'esprit d'entreprise et l'activité sociale, un élément clef prometteur de changement depuis 2001.

4. Le recours à une intelligence tactique pour combattre la double menace de corruption et de narco trafic en adoptant des mesures décidées, à multiples facettes, tant au niveau national qu'à travers une coopération régionale plus poussée, allant jusqu'aux routes empruntées par le trafic.

5. L'adoption d'une stratégie pour le démantèlement progressif de l'infrastructure qui soutient le radicalisme et le terrorisme dans notre région ; elle doit être un effort international utilisant la diplomatie, l'économie, et d'autres outils pour produire de nouvelles réflexions et de nouvelles idées.

6. La concentration sur des mesures de confiance pour la coopération régionale sur l'eau, l'électricité et l'énergie, les voies de communication, le commerce et le transit ainsi que les contacts de peuple à peuple pour apaiser les peurs et les idées fausses.

7. Le traitement des conflits historiques en utilisant de nouveaux critères et doctrines qui ne soient pas antagonistes pour les parties impliquées.

Enfin, je voudrais faire remarquer que le succès demandera de la volonté et de la persévérance politique, une communication stratégique efficace dans notre région mais aussi dans les endroits où la mission est fragilisée pour ajuster les morceaux du puzzle stratégique sans perdre de vue ce qui est faisable et possible à réaliser. Tout en sachant que les défis sont grands et les délais plus courts, les Afghans restent optimistes.



**Si vous souhaitez commenter cet article, merci de cliquer [ici](#)**